

Rishi Sunak, favori au poste de Premier ministre britannique, est le candidat de Schwab et de la Chine

écrit par Jules Ferry | 18 juillet 2022





La famille du candidat au poste de Premier ministre britannique Rishi Sunak dirige une entreprise partenaire du Forum économique mondial.

L'entreprise en question est liée à la Chine qui pousse l'identification numérique et au crédit social.

L'ancien ministre britannique des finances, Rishi Sunak, qui fait partie des favoris pour devenir le prochain Premier ministre de la Grande-Bretagne, a des liens familiaux avec un partenaire technologique du Forum économique mondial qui a plaidé pour une économie de type Parti communiste chinois, avec des identités et des monnaies numériques traçables.

M. Sunak, qui est arrivé en tête du second tour de scrutin des députés conservateurs dans la course à la direction du parti Tory le 15 juillet, après la démission de Boris Johnson, est largement considéré comme le candidat « néolibéral » ou « mondialiste ».

Sunak a travaillé comme analyste chez [Goldman Sachs](#), puis pour des fonds spéculatifs à la Cité de Londres.

Son épouse détient des parts dans la société d'investissement Catamaran Ventures à hauteur de 430 millions de livres sterling, ce qui fait d'elle l'une des femmes les plus riches de Grande-Bretagne, et elle a créé sa propre marque de mode en 2010, Akshata Designs.

Le père de l'épouse de Sunak, Akshata Murthy, est le fondateur d'Infosys, une société indienne de technologie de l'information qui fournit des services à un grand nombre d'entreprises et de banques figurant au classement Fortune 500. L'un des principaux services de l'entreprise est Finacle, une plateforme bancaire numérique. Mme Murthy reste une citoyenne étrangère avec un statut « non domiciliée fiscalement », c'est-à-dire qu'elle ne paie pas d'impôts au Royaume-Uni, malgré le fait que son mari soit le plus haut responsable des finances de Grande-Bretagne et qu'il espère devenir Premier ministre.

Infosys figure sur la liste des partenaires officiels du Forum économique mondial (WEF), qui a été accusé de chercher à développer l'infrastructure technologique nécessaire à la mise en œuvre d'un système mondial de « points de crédit social ».

Le système de points de crédit social a été utilisé par des régimes autoritaires pour refuser des droits et restreindre les mouvements des individus qui ne se conforment pas aux diktats. Pour le Forum économique mondial, les priorités en matière de crédit social seraient probablement axées sur des questions sociales de gauche comme le changement climatique, la diversité et l'équité.

Le candidat de Klaus Schwab.



Loin d'être un partenaire silencieux, InfoSys s'est attiré les louanges du Forum économique (WEF), étant surnommé « *leader mondial des services et conseils numériques de nouvelle génération* ».

« Forte de trois décennies d'expérience dans la gestion des systèmes et des rouages d'entreprises mondiales, elle guide ses clients dans leur parcours numérique en leur permettant de disposer d'un noyau alimenté par l'intelligence artificielle qui aide à hiérarchiser l'exécution du changement... » Le Forum économique sur la société InfoSys liée à Sunak

Plusieurs dirigeants d'Infosys ont également contribué à des articles sur le site du Forum, notamment le directeur mondial, le président et le responsable de la conformité de l'entreprise.

« **Les monnaies numériques** pourraient supprimer les lourds appareils opérationnels et de sécurité qui entourent les formes conventionnelles de transmission de l'argent », poursuit son article, avant d'affirmer « qu'il existe également des avantages politiques et sociaux. »

Le candidat de la Chine.



« Le potentiel de la Chine dans ce domaine est immense. Si le paiement électronique en monnaie numérique est largement adopté comme système de rationalisation du commerce et de réduction des risques, la Chine pourrait devenir le banquier du commerce mondial, ainsi que son usine. Mais l'objectif le plus important pour la Chine est en fait plus local et concerne l'inclusion financière. La numérisation du paiement électronique en monnaie numérique, permettra à des centaines de millions de citoyens, dont certains parmi les plus défavorisés, d'accéder aux services financiers. Cet avantage peut être appliqué à n'importe quel pays du monde », poursuit l'article, qui révèle également qu'Infosys contribue aux efforts de numérisation.

Un autre article de Joshi, intitulé « Digital identity can help advance inclusive financial services », préconise d'accorder à chaque personne une « identité numérique unique » pour effectuer des transactions financières. Il cite le Parti communiste chinois comme exemple de réussite de cette politique :

« Le gouvernement chinois de la province du Zhejiang a mis au point un « code numérique d'entreprise » dans ce but précis, répondant aux besoins des petites et moyennes banques (PME) en leur offrant des ressources financières faciles d'accès. MYBank, une filiale de Ant Financial, la société chinoise de Big Tech, collabore avec le gouvernement chinois par le biais de ce dispositif pour fournir des prêts bon marché et d'autres produits financiers aux PME. »

Il appelle également à la création d'un « conseil de stabilité numérique » pour réguler tous les paiements.

« Ce « conseil de stabilité numérique » donnerait aux membres la plateforme pour partager les meilleures pratiques et surveiller les risques dans le commerce numérique et les soins de santé, par exemple. Avec ce conseil en place, des trusts de données pourraient être construits pour gérer les données des particuliers et des PME », explique-t-il.

Infosys est également membre de l'initiative « Partnering Against Corruption » (PACI) du Forum économique, qui regroupe des représentants des plus grandes entreprises du monde. **Le National Pulse a récemment révélé comment l'initiative, qui prétend lutter pour la transparence dans les pratiques commerciales, est dirigée par l'ancien PDG de Reuters qui siège désormais au conseil d'administration du fabricant de vaccins COVID-19, Pfizer.**

Ses dirigeants sont également impliqués dans différents sous-groupes du Forum économique, comme le responsable mondial des services de conseil en matière de durabilité et de conception, Corey Glickman, qui est membre du groupe de travail du Forum sur les villes pionnières.

Sunak lui-même a un passé de douceur envers la Chine, déclarant au Telegraph qu'il souhaitait un « changement radical » dans les relations avec le Parti communiste chinois en faveur d'un renforcement des liens commerciaux et

de la collaboration économique. La Chine, quant à elle, [a soutenu la candidature de M. Sunak.](#)

[Source](#)